



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/C.5/43/16  
20 octobre 1988  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session  
CINQUIEME COMMISSION  
Point 114 de l'ordre du jour

### BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

Prévisions révisées, compte tenu notamment des plans du Secrétaire général visant l'application de la recommandation 5 relative à la construction de bâtiments ou installations de conférence des Nations Unies, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211

#### Rapport du Secrétaire général

1. A sa quarante-deuxième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 42/211 du 21 décembre 1987, a pris acte du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/4) et a invité ce dernier à faire le nécessaire pour exécuter les deux projets déjà approuvés, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1 de la section I de la résolution 41/213, étant entendu qu'aucun crédit supplémentaire ne serait demandé à cet effet pour l'exercice biennal 1988-1989. On se souviendra qu'à l'alinéa a) du paragraphe 1 de la section I de la résolution 41/213, l'Assemblée générale avait noté que l'application de la recommandation 5 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies 1/ ne devait pas porter préjudice à l'exécution des projets et programmes déjà approuvés par l'Assemblée générale.

2. Conformément aux résolutions susmentionnées, les mesures ci-après ont été prises en ce qui concerne l'exécution des deux projets de construction :

a) Les travaux au titre des projets de construction à Addis-Abeba et à Bangkok ont repris sur la base des plans initialement approuvés dans les sections III et XI de la résolution 39/236 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1984;

b) Le coût des travaux en cours au titre des projets demeure dans les limites des crédits déjà ouverts. Aucun nouveau crédit ne sera demandé pendant l'exercice biennal en cours.

3. Dans le présent rapport, le Secrétaire général fait le point de l'état d'avancement des projets approuvés pour Addis-Abeba et Bangkok depuis l'établissement du dernier rapport qu'il a présenté (A/C.5/42/4). Le Secrétaire général présente en outre des calendriers d'exécution actualisés pour les deux projets et les données financières connexes.

I. AGRANDISSEMENT DES INSTALLATIONS DE CONFERENCE DE LA  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE A ADDIS-ABEBA

A. Etat d'avancement du projet

4. Le projet de construction ayant été différé en 1986, les travaux ont été suspendus une fois achevé le concours de conception architecturale et désigné le bureau d'architectes-ingénieurs retenu. Au cours de 1988, diverses démarches ont été faites dans le cadre de la reprise du projet conformément à la résolution 42/211 de l'Assemblée générale. En conséquence, les travaux au titre du projet se poursuivent sur la base des plans initialement prévus, dont il a par la suite été tenu compte dans l'étude architecturale présentée par le bureau d'architectes/ingénieurs retenu en 1986.

5. On trouvera ci-après un résumé des activités réalisées au cours des neuf premiers mois de 1988 :

a) Des contrats ont été négociés avec le métreur vérificateur et avec l'architecte/ingénieur dont les services ont été retenus à l'issue du concours de conception architecturale en 1986. Les consultants ont été mis au courant du projet et ont commencé à travailler sur la première ébauche du plan. Des dispositions ont été prises pour faire procéder à un levé topographique détaillé du site et à l'étude du sol. En outre, des entretiens ont eu lieu avec le gouvernement hôte à propos de divers détails concernant les dispositions qu'il faudra prendre pendant la période de construction, et les ingénieurs-conseils ont passé en revue avec les autorités locales les diverses dispositions à prendre en matière de viabilisation du projet;

b) Un devis à jour se fondant sur les coûts de construction en septembre 1988 à Addis-Abeba et en Europe a été établi par le métreur vérificateur, sur la base du plan retenu à l'issue du concours et sur la base des derniers résultats de la première ébauche du plan. Des projections ont été établies des engagements financiers connexes qu'il faudrait prendre d'ici l'achèvement du projet.

B. Calendrier récapitulatif

6. Compte tenu des activités réalisées au cours du premier semestre de 1988 à l'issue des entretiens avec les consultants, le calendrier ci-après a été élaboré pour l'exécution du projet de construction à Addis-Abeba :

1988

Juin-décembre Première ébauche du plan et examen des dessins par l'Organisation des Nations Unies

1989

Janvier-novembre Plan détaillé et établissement du cahier des charges par l'architecte/ingénieur et le métreur vérificateur

Juillet-octobre Présélection des entrepreneurs

Décembre Appel d'offres international

1990

Janvier-février Appel d'offres international (suite)

Mars-avril Evaluation des soumissions et adjudication du marché (travaux de construction)

Mai-juin Mise en place des éléments du projet et début des travaux de construction devant durer 36 mois

1991-1992 Poursuite des travaux de construction

1993

Second semestre Achèvement des travaux de construction principaux, suivi des derniers essais, de l'aménagement et de la mise en service du bâtiment

1994 Période de garantie et derniers paiements aux entrepreneurs et consultants

C. Considérations financières

7. Le devis résumé ci-après a été établi par le métreur vérificateur sur la base des derniers résultats de la première ébauche du plan et sera affiné à mesure que les travaux de conception progressent. Ce devis, qui tient compte des résultats de l'examen des coûts de construction locaux achevé en juin 1988, des projections concernant les tendances futures du coût de la main-d'oeuvre, des matériaux et du matériel à Addis-Abeba et en Europe ainsi que des taux d'inflation et des taux de change en septembre 1988, se fonde sur l'hypothèse selon laquelle les divers problèmes de transport et de disponibilité de matériaux et de main-d'oeuvre seront résolus rapidement. Ces hypothèses resteront à l'étude et seront, le cas échéant, modifiées en fonction de l'évolution de la situation.

8. Le coût total du projet de construction à Addis-Abeba, estimé à 73 501 000 dollars, qui a été approuvé en principe par l'Assemblée générale à la section III de sa résolution 39/236, avait été calculé en partant de l'hypothèse que

/...

le projet durerait six ans jusqu'à l'achèvement des travaux de construction et que le coût des travaux augmenterait de 7,5 % par an (taux composé), soit de 31,34 % pendant la durée du projet. Bien que les coûts de base exprimés en monnaies locale et européennes aient augmenté pendant la période d'interruption du projet, les effets de ces augmentations sur le budget du projet ont été en partie compensés par le fait que les taux d'inflation ont été moins élevés qu'initialement prévu en 1984.

9. Dans le cadre du processus de gestion des coûts, des prévisions distinctes ont été établies pour les éléments local et non local des coûts de construction. Comme le Secrétaire général l'avait indiqué dans le rapport qu'il avait présenté à l'Assemblée générale à sa trentième session (A/C.5/38/82), les estimations concernant le coût de la main-d'oeuvre étrangère et des matériaux de construction importés se fondent sur des sources européennes. Dans la mesure où les dépenses non locales représentent 70 à 80 % des coûts de construction totaux, le coût estimatif total du projet exprimé en dollars des Etats-Unis varierait en fonction des fluctuations des taux de change entre le dollar et les monnaies européennes. Calculés sur la base d'un taux de change de 1,11 dollar pour une unité monétaire européenne en vigueur en 1988 et un taux d'inflation composé de 4,5 % par an, les coûts de construction, compte non tenu des imprévus et des dépenses d'administration, sont estimés à 71 534 700 dollars, montant qui se répartit comme suit :

	<u>Dollars</u>
Coûts de construction aux taux de 1988 (y compris préparation du chantier et travaux nécessaires pour relier les nouvelles installations aux bâtiments existants)	50 106 600
Aménagement et équipement	4 270 500
Consultants et surveillance des travaux	<u>6 210 400</u>
Total partiel	60 587 500
Inflation des coûts pendant les cinq années restantes du projet (au taux composé de 4,5 % par an)	<u>10 947 200</u>
Coûts estimatifs de construction, à l'exclusion des imprévus et dépenses d'administration	<u><u>71 534 700</u></u>

10. Le coût estimatif total du projet de construction à Addis-Abeba, qui a été approuvé en principe par l'Assemblée générale à la section III de sa résolution 39/236, se chiffrait à 73 501 000 dollars. Les coûts de construction étant maintenant estimés à 71 534 700 dollars, on disposerait d'une provision de moins de 2 millions de dollars pour couvrir les imprévus et les dépenses d'administration, ce qui est sensiblement inférieur à la provision habituelle de 5 à 10 %. En conséquence, ce n'est que sur la base des fluctuations monétaires qui seront enregistrées au cours des 18 à 24 mois à venir et, dans une moindre mesure, de l'inflation, que l'on pourra déterminer si les prévisions initiales de

73 501 000 dollars approuvées par l'Assemblée générale peuvent être maintenues. L'évolution de ces facteurs et des hypothèses mentionnées au paragraphe 7 ci-dessus sera suivie de près et les ajustements nécessaires seront effectués tout au long de la durée du projet.

11. Au cours des exercices biennaux 1984-1985 et 1986-1987, on a engagé des dépenses d'un montant de 312 000 dollars. Comme le crédit initialement ouvert pour 1984-1985 se chiffrait à 3 120 000 dollars, le solde s'établissait à 2 808 000 dollars. Les dépenses prévues pour 1988-1989 se chiffrent à 2 708 000 dollars, le solde disponible au compte "Travaux de construction" permettra donc de couvrir les dépenses d'administration ainsi que les honoraires relatifs aux services d'architecte/ingénieur et de métreur vérificateur.

12. Sur la base des projections concernant l'évolution future des coûts de la main-d'oeuvre, des matériaux de construction et du matériel à Addis-Abeba et en Europe ainsi que des taux d'inflation et de change en septembre 1988, les prévisions de dépenses pour 1990 et 1991 se chiffrent respectivement à 5 900 000 dollars et 21 900 000 dollars. Compte tenu du montant estimatif de 100 000 dollars qui sera reporté de 1989, il faudrait ouvrir des crédits d'un montant de 5 800 000 dollars et 21 900 000 dollars pour 1990 et 1991 (5 400 000 dollars et 19 200 000 dollars aux taux de 1988). Ces crédits seraient demandés par le Secrétaire général dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991. Une fois le contrat de construction adjugé à l'entrepreneur sélectionné, en avril 1990, ainsi qu'il est indiqué dans le calendrier récapitulatif figurant plus haut, au paragraphe 6, l'Organisation sera tenue de financer le coût total du projet, les paiements s'échelonnant sur trois exercices biennaux, jusqu'en 1994. On trouvera ci-après le calendrier des prévisions de dépenses et des ouvertures de crédits nécessaires :

	<u>Report de crédits ouverts antérieurement</u> (En dollars)	<u>Dépenses prévues (y compris les dépenses d'administration et les imprévus)</u> (En dollars)	<u>Ouvertures de crédits a/</u> (En dollars)
1984-1987		312 000 <u>b/</u>	3 120 000 <u>c/</u>
1988	2 808 000	628 000	-
1989	2 180 000	2 080 000	-
1990	100 000	5 900 000	5 800 000
1991	-	21 900 000	21 900 000
1992-1993	-	34 700 000	34 700 000
1994-1995	-	7 981 000	7 981 000
	Total	<u>73 501 000</u>	<u>73 501 000</u>

a/ Montants arrondis.

b/ Montants effectifs.

c/ Montants approuvés.

/...

## II. AGRANDISSEMENT DES INSTALLATIONS DE CONFERENCE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE A BANGKOK

### A. Etat d'avancement du projet

13. Le projet de construction ayant été reporté en 1986, les travaux ont été suspendus après la mise au point de tous les plans et du cahier des charges, y compris les spécifications et les métrés. En outre, les travaux de démolition restants ont été reportés et la présélection des soumissionnaires, qui était alors en cours, a été suspendue.

14. En 1988, diverses mesures ont été prises dans le contexte de la reprise du projet, conformément aux dispositions de la résolution 42/211 de l'Assemblée générale. L'exécution du projet se poursuit donc sur la base des propositions initialement approuvées en ce qui concerne les installations de conférence, telles qu'elles sont reflétées dans les plans et dessins existants.

15. Les activités ci-après ont été entreprises au cours des neuf premiers mois de 1988 :

a) Des dispositions ont été prises pour s'assurer à nouveau les services du mètreur vérificateur et des architectes/ingénieurs-conseils engagés pour le projet. Au cours d'une cérémonie officielle présidée par le Premier Ministre thaïlandais, la première pierre a été posée le 1er juillet 1988. Le processus de présélection des soumissionnaires a repris quand de nouvelles annonces ont été insérées dans des publications locales et internationales en vue de pressentir des entrepreneurs. En outre, les derniers travaux de démolition ont été achevés;

b) Le mètreur vérificateur a établi, en vue de la mise en chantier des travaux en 1989, des estimations à jour du coût du projet, sur la base des devis détaillés et des coûts de la construction en juin 1988 en Thaïlande. On a établi des projections concernant les engagements financiers connexes qui seraient pris jusqu'à l'achèvement du projet.

### B. Calendrier récapitulatif

16. Sur le plan des travaux entrepris au cours du premier semestre de 1988 et des discussions qui ont lieu avec les consultants, le calendrier ci-après a été établi pour l'exécution du projet de construction à Bangkok :

#### 1988

Juillet	Pose de la première pierre
Août-novembre	Achèvement des travaux de démolition; examen des soumissions par l'ONU et présélection des entrepreneurs
Novembre-décembre	Appel d'offres international

/...

1989

Janvier	Appel d'offres international ( <u>suite</u> )
Février-mars	Evaluation des soumissions et adjudication du contrat de construction principal
Avril	Mise en place des éléments du projet
Mai	Début des travaux de construction

1990

Poursuite des travaux de construction

1991

Poursuite des travaux de construction

Décembre

Achèvement des travaux de construction principaux

1992

Janvier-mars

Derniers essais, aménagement et mise en service du bâtiment

1993

Période de garantie et paiement final aux entrepreneurs et consultants

**C. Considérations financières**

17. Pour calculer le coût estimatif total du projet de construction à Bangkok (44 077 700 dollars) que l'Assemblée générale avait approuvé en principe dans la section XI de sa résolution 39/236, on était parti de l'hypothèse que le projet durerait quatre ans jusqu'à l'achèvement des travaux de construction, et on avait prévu que le coût des travaux de construction augmenterait de 5 % par an (taux composé), soit de 13,28 % pendant la durée du projet. Bien que les coûts de base aient augmenté au cours de la période durant laquelle le projet a été suspendu, les effets de cette augmentation sur le budget du projet ont été atténués par l'évolution favorable des taux de change et le fait que les taux d'inflation dans le secteur du bâtiment ont été moins élevés qu'on ne l'avait prévu au départ, en 1984.

18. Les prévisions de dépenses récapitulées ci-après ont été établies par le mètreur vérificateur sur la base des plans, dessins et spécifications achevés lorsque le projet a été suspendu en 1986, et tiennent compte des résultats de l'examen des coûts achevé en juin 1988, qui comprenait des projections relatives aux tendances futures des coûts de la construction à Bangkok. Le montant total des dépenses se répartit comme suit :

/...

	<u>Dollars</u>
Coût de la construction aux taux de 1988 (y compris le coût des travaux de démolition et de déménagement et des travaux de transformation des bâtiments existants)	28 369 700
Mobilier et matériel	4 391 200
Consultants et surveillance des travaux	3 487 200
<b>Total partiel</b>	<b>36 248 100</b>
Inflation composée au cours des quatre dernières années du projet (4,6 % par an)	4 079 700
Coût estimatif de la construction (compte non tenu des imprévus et des dépenses d'administration)	<u>40 327 800</u>

19. Le coût estimatif total du projet de construction à Bangkok que l'Assemblée générale a approuvé en principe dans la section XI de sa résolution 39/236 s'élevait à 44 177 700 dollars. Le coût estimatif actuel du projet de construction s'établissant à 40 327 800 dollars, on disposerait de 3 849 900 dollars pour les imprévus et les dépenses d'administration, montant jugé adéquat à ce stade du projet. Si l'on part de l'hypothèse qu'il n'y aura pas de changement majeur par rapport à la situation actuelle au cours de la période d'exécution du projet, le montant total de 44 177 700 dollars approuvé par l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session, devrait être suffisant pour couvrir le coût du projet de construction à Bangkok. Ces hypothèses resteront à l'étude et les ajustements nécessaires seront opérés selon que de besoin.

20. Au cours des exercices biennaux 1984-1985 et 1986-1987, on a engagé des dépenses d'un montant de 1 996 600 dollars; comme le crédit initialement ouvert pour 1984-1987 se chiffrait à 4 384 900 dollars, le solde s'établissait à 2 388 300 dollars. Ce solde, ajouté au crédit de 18 313 100 dollars ouvert pour 1986-1987, portait à 20 701 400 dollars le montant total des crédits disponibles au 1er janvier 1988 au compte "Travaux de construction". Les dépenses prévues pour 1988 se chiffrent à 503 400 dollars et correspondent aux honoraires relatifs aux services d'architecte/ingénieur et de métreur vérificateur, ainsi qu'aux dépenses d'administration.

21. Une fois le contrat de construction principal adjudgé à l'entrepreneur sélectionné, en mars 1989, ainsi qu'il est indiqué dans le calendrier récapitulatif figurant plus haut au paragraphe 16, l'Organisation sera tenue de financer le coût total du projet, les paiements étant effectués en 1989 et durant les exercices biennaux 1990-1991 et 1992-1993. Le montant de 4 700 000 dollars prévu pour 1989 servirait essentiellement à payer l'entrepreneur.

22. Compte tenu des projections concernant l'évolution future des coûts de la construction à Bangkok (voir plus haut, par. 19), les prévisions de dépenses pour 1990 et 1991 se chiffrent à 14 350 000 dollars et 17 300 000 dollars,

/...



respectivement, et les prévisions de dépenses pour 1992 à 5 327 700 dollars. Les dépenses prévues pour 1990 pourraient être couvertes à l'aide du solde restant à la fin de l'exercice biennal 1988-1989. Les crédits supplémentaires d'un montant de 16 152 000 dollars (14 100 000 dollars au taux de 1988) nécessaires pour 1991 seraient demandés par le Secrétaire général dans son projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991.

23. On trouvera ci-après le calendrier des prévisions de dépenses et des ouvertures de crédits nécessaires :

	<u>Report de crédits ouverts antérieurement</u> (En dollars)	<u>Dépenses prévues (y compris les dépenses d'administration et les imprévus)</u> (En dollars)	<u>Ouvertures de crédits a/</u> (En dollars)
1984-1987		1 996 600 <u>b/</u>	22 698 000 <u>c/</u>
1988	20 701 400	503 400	-
1989	20 198 000	4 700 000	-
1990	15 498 000	14 350 000	-
1991	1 148 000	17 300 000	16 152 000
1992-1993	-	5 327 700	5 327 700
	Total	<u>44 177 700</u>	<u>44 177 700</u>

a/ Montants arrondis.

b/ Montants effectifs.

c/ Montants approuvés.

### III. RESUME

24. En résumé, il ne sera pas nécessaire d'ouvrir de crédits supplémentaires pour l'exercice biennal 1988-1989 au titre de l'exécution des projets de construction à Addis-Abeba et à Bangkok. Le montant des dépenses non renouvelables prévues pour 1990-1991 est estimé à 43 852 000 dollars (38 700 000 dollars au taux de 1988), dont 27 700 000 dollars pour la CEA et 16 152 000 dollars pour la CESAP (24 600 000 dollars et 14 100 000 dollars, respectivement, au taux de 1988). Ces montants seraient demandés dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991.

25. Conformément à la résolution 39/236 de l'Assemblée générale, des rapports sur l'état d'avancement des deux projets seraient présentés chaque année à l'Assemblée générale jusqu'à l'achèvement des travaux.

#### Note

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément No 49 (A/41/49).

-----